

BIRMANIE - THAILANDE
printemps 2016, regard croisé sur la démocratie

*Un fait
son décryptage
une analyse
des perspectives*

LE FAIT

L'ANALYSE

➤ Entre 2006 et 2014, alors qu'une transition démocratique longtemps inespérée redessina (en douceur, à partir de 2011) le paysage politique birman jusqu'alors aux mains d'une junte inflexible, le royaume thaïlandais voyait à deux reprises (2006 ; 2014) les militaires reprendre des mains d'un gouvernement élu les rênes du pouvoir, arguant (entre autres griefs) d'une instabilité intérieure trop compromise pour être davantage tolérée (notamment par la 2^e économie d'Asie du sud-est, éprouvée par le ralentissement économique international).

➤ Au printemps 2016, cinq mois après des élections générales remportées haut la main par la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) de l'emblématique Aung San Suu Kyi, le premier gouvernement civil birman depuis 1962 prenait fin mars ses fonctions, porté par un soutien populaire considérable et des satisfecit extérieurs nombreux (*a fortiori* occidentaux). La règle démocratique, muselée jusqu'alors, arrivait à ses fins.

➤ A Bangkok, d'ici quelques jours (22 mai), le régime martial (Conseil National pour la Paix et l'Ordre ; CNPO) de l'ancien chef des armées, le général Prayuth chan-ocha, célébrera (*a priori* avec retenue...) sa seconde année de gestion des affaires nationales. Un anniversaire probablement moins applaudi par la population de l'ancien Siam, à l'image d'un concert des nations encore, pour le moins, sceptique à son sujet. A bon droit ?

■ Début mai, la communauté internationale, bien relayée par la société civile (cf. ONG, groupes de pression) a élevé le ton à l'endroit du énième régime militaire thaïlandais ; par l'entremise d'une déclaration univoque de la Commission des droits de l'Homme (ONU), elle faisait connaître au CNPO ses réticences à voir la règle démocratique plus longtemps confisquée (annoncée initialement en 2015 puis repoussée à 2016, la planification des futures élections parlementaires évoque désormais fin 2017).

■ Fort du soutien de ses puissants alliés (milieux industriels et bancaires, palais royal, élites de Bangkok, armée) et de son bilan en matière de rétablissement de l'ordre, le sévère général Prayuth laisse passer l'orage sans trop s'émouvoir, sûr de sa feuille de route et de sa mission, alors que des temps plus incertains se profilent au plus haut niveau de l'Etat (succession de souverain).

■ En Birmanie, à défaut d'avoir réintégré ses casernes (on en demeure encore fort loin...), la haute caste militaire s'accommode pour l'heure (sans trop rechigner ni faire montre d'un quelconque asservissement) d'un espace politique désormais principalement occupé par la Ligue Nationale pour la Démocratie et son omnipotente Conseillère d'Etat et ministre des Affaires étrangères, Aung San Suu Kyi, à qui incombent à présent - sans le bénéfice d'une quelconque expérience préalable - la gestion des affaires nationales.



BIRMANIE

Géographie:
Asie du sud-est
676 000 km²
56 millions h.
Religion:
bouddhisme
Régime:
République
Economie:
19^e éco. d'Asie
1 200 \$ / h.



THAILANDE

Géographie:
Asie du sud-est
513 000 km²
68 millions h.
Religion:
bouddhisme
Régime:
Monarchie
Economie:
8^e éco. d'Asie
5 500 \$ / h.



AUNG SAN SUU KYI (70 ans), l'icône démocratique birmane devenue ministre et Conseillère d'Etat en avril 2016



PRAYUTH CHAN-UCHA (62 ans), l'ancien chef des armées devenu 1^{er} ministre d'une énième junte militaire (NCPO) en mai 2014





ILS ONT DIT :

"Etendre les compétences de l'armée ne représente pas le meilleur moyen pour rebâtir le paysage politique de la Thaïlande," Commissaire aux droits de l'homme (ONU), Z. R. Al Hussein, le 22 avril 2016.

"Le nouveau gouvernement va s'impliquer dans les grands dossiers suivants : réconciliation nationale, paix intérieure, révision de la Constitution au profit du fédéralisme, amélioration des conditions de vie de la population", Président birman U Htin Kyaw, le 31 mars 2016.

ACTEURS EN PRÉSENCE

 **AUNG SAN SUU KYI ; LND ; ARMÉE**
GROUPES ETHNIQUES ARMÉS BIRMANES
SOCIÉTÉ CIVILE ; COMMUNAUTÉ INTER.

 **LE GÉN.-1^{ER} MINISTRE PRAYUTH**
LA SOCIÉTÉ CIVILE ; L'OPPOSITION
ESTABLISHMENT PRO-JUNTE ; ARMÉE
LE PALAIS ROYAL ; LE ROI BHUMIBOL

CHRONOLOGIE récente

août 2016: organisation d'un référendum constitutionnel en Thaïlande (pré-élection)
avril 2016: Aung San Suu Kyi *accepte* divers portefeuilles ministériels (cf. Affaires étrangères) et la fonction de *Conseillère d'Etat*.
mai 2016: 2^e anniversaire du coup d'Etat militaire du général Prayuth (Thaïlande)
mars 2016: mise en place du 1^{er} gouvernement démocratique **birman** depuis 1962 ; Htin Kyaw (LND) succède à Thein Sein (ancien général) à la tête de l'Etat.
nov. 2015: élections générales (**Birmanie**); succès de la Ligue Nat. pour la Démocratie
août 2015: attentat (non-revendiqué) à Bangkok ; une vingtaine de victimes
août 2014: le général Prayuth chan-ocha devient Premier ministre (Thaïlande)
mai 2014: énième coup d'Etat militaire en Thaïlande ; le général Prayuth chan-ocha prend le pouvoir et forme le Conseil National pour la Paix et l'Ordre (CNPO).

DÉCLARATIONS & RÉACTIONS

"Alors que de nombreux pays ont émis des inquiétudes sur la situation des droits de l'homme en Thaïlande, la délégation thaïe n'a rien présenté de tangible pour dissiper les craintes d'une crise prolongée", **J. Fisher**, Directeur de Human Rights Watch, le 11 mai 2016.

"Il me semble évident que nous n'allons pas avoir le type de Constitution auquel beaucoup d'entre nous aspirent en termes de standards démocratiques, de réformes et de réconciliation nationale", ancien 1^{er} ministre thaïlandais **Abhisit Vejjajiva**, le 11 mars 2016.

"Nous devons œuvrer pour une Constitution qui soit en harmonie avec nos valeurs démocratiques. C'est une ambition politique à laquelle aspire le peuple depuis bien longtemps", du **Président** birman **Htin Kyaw**, le 30 mars 2016.

L'auteur

OLIVIER GUILLARD, spécialiste de l'Asie, est chercheur à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS ; Paris), chercheur au CERIAS (UQAM ; Montréal), directeur de l'information du cabinet de conseil Crisis 24 (Paris ; Washington).

ENJEUX et CONSEQUENCES

◆ **Intimidation et détermination, armes de réconciliation massive du NCPO ?** Deux années après sa création, le CNPO fait honneur...à son éloquente dénomination ; au niveau de l'ordre intérieur plus particulièrement, rétabli à grand renfort de restrictions (des libertés individuelles) et de dissuasion (pour l'opposition, la société civile). Pour ce qui est du "reste" (économie, réconciliation nationale), le bilan est plus maigre.

◆ **Le royaume, la succession du souverain, la stabilité intérieure.**

Dans l'ancien Siam, l'important est peut-être ailleurs; sûrement même. Engagée ces dernières années loin de la vue des 68 millions de sujets, la préparation de la succession du roi Bhumibol (88 ans) a donné lieu à des luttes intestines qui sembleraient à présent peu ou prou aplanies. Le Prince héritier Vajiralongkorn aurait fini par fédérer autour de sa personne (en dépit d'une faible adhésion populaire) un consensus suffisant solide pour parler aux écueils d'une succession délicate. Laquelle, dans l'hypothèse la plus critique pour la stabilité, combinerait ses ondes de choc à la grave crise politique divisant le pays depuis une décennie. A cette trame redoutée l'*establishment* de Bangkok substitue un calendrier plus en phase avec ses intérêts : succession en douceur en premier ; élections, retour de la démocratie en second (et le temps venu, sans se hâter...).

◆ **Pendant ce temps, au pays de La Dame...** S'il s'annonce sous un jour (démocratique) *a priori* moins incertain que chez le voisin thaïlandais, le court-moyen terme de la Birmanie aux couleurs de la LND ne se conçoit pas pour autant dans la facilité. A la tête d'une administration novice davantage bâtie sur la loyauté (à Aung San Suu Kyi) que sur l'expérience et la compétence, le Président U Htin Kyaw (confident

de longue date de *La Dame*) composera avec une feuille de route chargée, dont ressort en premier lieu : la poursuite du processus de paix (loin d'être acquise), la réconciliation nationale (avec le demi-million de militaires hier encore omnipotents, les minorités ethniques discriminées), une situation socio-économique tenue pour plusieurs dizaines de millions de Birmans (monde rural), la très susceptible *tatmadaw* (armée) qu'il s'agit de ménager, la poursuite des réformes engagées par l'administration sortante (de l'ancien Président Thein Sein), une politique étrangère à *ajuster*, notamment vis-à-vis de certains voisins sensibles (cf. Chine). Le 1^{er} gouvernement civil birman depuis les années 60 devrait profiter d'une certaine patience / période de grâce de la part de ses administrés. A charge toutefois pour la *Conseillère d'Etat* (Suu Kyi) "*au-dessus du Président*" de trouver l'équilibre entre son agenda pour la nation, ses aspirations personnelles et la proverbiale sensibilité des généraux, sans le concours desquels la viabilité de son programme - voire de son gouvernement - ne saurait se concevoir dans la durée.

PROSPECTIVE

A **Bangkok**, à défaut d'avoir *ramené le bonheur* dans le royaume (engagement pris en mai 2014) ou de redonner à l'image extérieure de la Thaïlande un lustre terni par une crise politique sans fin, le NCPO du général Prayuth a néanmoins rétabli un certain niveau de stabilité (au prix de diverses entorses aux libertés) permettant, le moment venu de gérer avec moins d'appréhension le délicat épisode de la succession du roi.

A **Naypyidaw**, la démocratie a enfin pris ses quartiers ; une arrivée qu'il s'agit naturellement de louer. Gare toutefois à l'euphorie ; entre écueils (cf. résistance de l'armée) et limites multiples, le projet de société démocratique de la LND ne saurait être pris pour la panacée.

Bangkok, le 13 mai 2016